

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

# Journal de Palestine

## Géopolitique et stratégie

N° 459 du 15.05

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire

#### Tiré a part

Gaza : les Palestiniens commémorent la "Nakba"

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Dr Haidar Eid : Durban: une critique palestinienne.

1-2 Ramzy Baroud : Clinton et Obama : un très mauvais départ.

1-3 Apartheid en Afrique du Sud - Du pareil au même...

1-4 Jean-Marie GLÄNTZLEN : Pourquoi ?

1-5 Un palestinophile français : 11 Mai : soixantième anniversaire de l'ubuesque résolution 273.

1-6 Xavière Jardez : Gaza, le laboratoire de la mort.

1-7 Fabio Mini : La barbarie stratégique.

1-8 La guerre de renseignements entre les occupants israéliens et la résistance palestinienne.

1-9 Un nouveau gouvernement en Israël : No news, bad news.

1-10 K. Selim : Écran de fumée.

1-11 Hasan Abu Nimah : Faillite morale de Ban Ki-moon.

#### 2 Annexe

2-1 -Washington propose un nouveau plan de paix au Proche-Orient

2-2 Morsi Attalla : Le nouveau rôle américain.

2-3 Israël persiste dans le nucléaire.

---

#### Tiré a part

Gaza : les Palestiniens commémorent la "Nakba"

Plusieurs milliers de partisans du Hamas ont commémoré vendredi dans la Bande de Gaza l'anniversaire de la "Nakba", un terme arabe signifiant catastrophe, qui marque la création d'Israël en 1948 et le début de l'exode de nombreux Palestiniens.

Des centaines de milliers d'entre eux avaient fui ou avaient été chassés de leurs maisons suite à la guerre de 1948.

Vendredi, certains manifestants brandissaient des bannières sur lesquelles on pouvait lire les noms de villages palestiniens détruits à l'époque.

Les deux principales factions palestiniennes, très divisées politiquement, ont marqué l'anniversaire séparément, à des dates différentes.

Les Palestiniens de Cisjordanie, dirigés par le président palestinien Mahmoud Abbas, ont commémoré l'événement jeudi.

A Beit Hanoun, dans le nord de la Bande de Gaza, quelque 7.000 partisans du Hamas se sont réunis après les prières du vendredi. Un peu plus tard, plusieurs centaines ont marché en direction de la frontière israélienne, s'arrêtant à environ deux kilomètres de celle-ci.

S'adressant à la foule, le vice-président du Parlement Ahmed Bahar, membre du Hamas, a critiqué le pape Benoît XVI, lui reprochant de ne pas s'être rendu à Gaza au cours de son pèlerinage en Terre sainte, qui a pris fin vendredi. Il l'a accusé d'"appliquer deux poids, deux mesures, en soutenant les sionistes".

16 Mai

<http://www.aloufok.net/spip.php?article517>

## 1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 1-1 Dr Haidar Eid : Durban: une critique palestinienne.

Nous, Palestiniens, en avons vraiment marre de la soi-disant « communauté internationale ». C'est sur la force du peuple qu'il nous faut compter, comme ce fut le cas dans l'Afrique du Sud de l'apartheid...

Le 05 mai 2009

« Il n'est aucun document de civilisation qui ne soit dans le même temps un document de barbarie »

Walter Benjamin

La Conférence d'examen de Durban qui s'est tenue à Genève du 20 au 24 avril était censée examiner comment avait été mis en oeuvre le Programme d'action de la Conférence mondiale contre le racisme de 2001, à Durban en Afrique de Sud.

Certains pays occidentaux ont boycotté totalement la conférence, d'autres l'ont quittée pour protester contre le discours d'Ahmedinejad où celui-ci osait réaffirmer l'évidence, à savoir le racisme inhérent à l'idéologie sioniste. Ces pays sont, par leur histoire, des pays racistes ou colonialistes. En fait, la conférence elle-même avait été récupérée par l'Occident. Les voix palestiniennes ont été quasiment inexistantes.

Pour ces pays, le problème majeur était l'assimilation du sionisme au racisme. Et nous nous trouvons là devant une question complexe, où l'on voit un colon qui nie son colonialisme et prétend le contraire, et une victime dont la victimisation a été niée pendant des décennies. Il fallait analyser cela minutieusement.

Le conflit en Palestine oppose une partie coloniale, Israël, et une partie colonisée, plus faible, les Palestiniens. Le problème avec ce qui nous a été présenté par ces pays qui ont boycotté la Conférence d'examen de Durban (CED), c'est qu'ils le faisaient en prétendant vouloir « marquer un équilibre ». Mais, comme Ilan Pappé le fait valoir justement, l'« équilibre des pouvoirs » qui domine ce discours ignore le fait que les Israéliens ont colonisé toute la terre et toute l'histoire. Dans son introduction de La question Israël/Palestine, Pappé soutient : « la partie la plus forte a le pouvoir d'écrire beaucoup plus efficacement l'histoire. Israël, la partie puissante, est un Etat dont l'appareil a été employé avec succès pour propager son récit devant une opinion extérieure. La partie plus faible, les Palestiniens, est engagée dans un combat de libération nationale ».

Dans un mépris extrême pour le peuple palestinien, Golda Meir - ancien Premier ministre israélien - a autrefois déclaré : « Il n'y a rien ici qui ressemble à des Palestiniens... Ils n'existaient pas. ». De toute évidence, la création d'un Etat indépendant souverain dirigé par une majorité issue d'élections parlementaires avant 1948 aurait signifié la fin du sionisme car cela aurait conduit à la règle de la majorité. On voit alors clairement pourquoi le sionisme s'est battu contre la création d'une assemblée législative représentative en Palestine historique. Cette assemblée aurait représenté la majorité arabe, ce qui était un danger mortel pour le sionisme. L'objectif politique du sionisme fut d'œuvrer à une modification de la population pour que la minorité devienne majorité. Une immigration juive massive et l'expulsion des Palestiniens ont été le moyen d'atteindre cet objectif. Inévitablement, l'expropriation des terres est allée de pair avec le refus des droits de la majorité palestinienne. Les sionistes ont toujours considéré les Palestiniens comme des gens invisibles sinon absents, ou plutôt comme des « présents absents ». Les droits humains et politiques de base des Palestiniens ont été complètement récusés étant donné que le sionisme, en principe, ne pouvait leur permettre d'exercer leurs droits puisque cela aurait signifié la fin de l'entreprise sioniste.

Ce qui doit être souligné dans ce contexte, c'est que, contrairement à ce qui était au centre de la pensée libérale moderne, la notion de citoyen en Israël est totalement absente. Israël est le seul Etat du monde « moderne » où citoyenneté et nationalité sont deux concepts séparés, indépendants. En d'autres termes, Israël n'est pas l'Etat de tous ses citoyens, mais celui de la population juive. De plus, Israël n'a pas de constitution. De sorte que la question qui a été éludée par ces pays qui ont boycotté ou récupéré la CED, c'est que, si le judaïsme est une religion et que cette religion est la base de l'existence d'un « Etat moderne », pourquoi l'Islam, le christianisme ou l'hindouisme ne le seraient-ils pas ? Ainsi, si on suit la logique du sionisme, il nous faudrait ne tenir aucun compte des accomplissements de l'humanité et des idéaux de la modernité puisque que ce qui est acceptable pour certains (par exemple, les juifs) ne l'est pas pour d'autres (les Palestiniens). Les questions les plus provocantes, en fait, interpellent les idées force libérales « universelles » et demandent pourquoi celles-ci ne s'appliquent jamais quand il s'agit d'Israël ? Peut-on imaginer les USA comme l'Etat des chrétiens protestants ?

Les Palestiniens en Israël sont considérés comme des étrangers dans leur propre patrie parce qu'Israël est défini par sa loi fondamentale comme « l'Etat de tout le peuple juif », c'est-à-dire pas comme l'Etat de tous ses citoyens. Ceci est le fruit direct du sionisme et de son idéologie de séparatisme. Autrement dit, il n'y a pas de place en Israël pour une intégration. Dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, il n'était pas prévu que les Noirs partagent les droits politiques et le patrimoine culturel avec les Blancs. De la même manière, les Palestiniens sont des « étrangers indigènes », devenus des étrangers de naissance. Mais ils sont aussi l'ennemi par leur seule présence. Tout Palestinien est par définition une menace, du simple fait qu'elle est, ou qu'il est Palestinien.

Les similitudes entre les deux Etats se reconnaissent dans leur politique sur la citoyenneté, dans leur utilisation de la détention sans procès et de lois restreignant la liberté de déplacements et le droit de vivre avec sa famille dans sa propre maison. Tout comme l'Afrique du Sud de l'apartheid n'accordait la nationalité qu'aux Sud-Africains blancs et reléguait les Noirs dans des « bantoustans indépendants », le sionisme donne aux juifs le droit à la nationalité dans l'Etat d'Israël mais il la refuse aux Palestiniens - ses habitants indigènes. Alors que l'Apartheid se basait sur la race pour déterminer la nationalité, l'Etat d'Israël se base sur l'identification religieuse. Tout comme l'Etat d'apartheid se donnait une législation criminalisant le déplacement libre des Noirs sur leur terre ancestrale, Israël utilise une infrastructure d'occupation militaire composée de check-points, de colonies et de routes réservées aux juifs, et du Mur, infrastructure combinée avec une myriade de règlements juridiques qui gèrent la vie quotidienne des Palestiniens et sont spécifiquement conçus pour limiter leur mode de vie et de travail.

Au fil des années, Israël a été accusé d'être pire encore que l'Etat d'apartheid et ce, par des Sud-Africains comme l'archevêque Tutu et John Dugard, parmi d'autres. L'une des différences majeures entre les crimes du régime d'apartheid sud-africain et ceux d'Israël est - comme en témoigne le simulacre de la CED - comment Israël échappe à la justice avec une impunité sans précédent. Israël n'aurait pu se livrer à ses massacres sur le peuple de Gaza sans le feu vert de la communauté internationale. Un soldat israélien a tenu ce propos à Ha'aretz (quotidien israélien) : « C'est ça qu'est si agréable à ce qu'il paraît à Gaza : tu vois quelqu'un sur une route, il marche au bord de la route. Il ne doit pas être armé, t'as pas à te poser de questions, c'est pas difficile, tu l'abats. »

La contradiction entre les soi-disant idéaux et les comportements actuels, qui furent les moteurs de changement politique en bien des endroits, n'existe pas pour beaucoup d'Israéliens parce que le principe démocratique, ou la démocratie civique, est absent. Pour l'égalité de tous les citoyens, il n'y a rien à attendre de la culture et de la praxis politiques israéliennes. Bref, il n'y a aucune tradition de libertés civiles en Israël parce qu'une telle tradition signifierait la fin du sionisme. Si Israël appartenait à tous ses citoyens, ce serait la fin de l'Etat sioniste. Par conséquent, l'hostilité de l'establishment aux appels à la création d'une institution démocratique laïque se comprend. Quand l'Afrique du Sud s'est déclarée l'Etat de tous ses citoyens, l'apartheid a pris fin. Il y a donc une contraction évidente entre l'esprit sioniste et les idéaux démocratiques. Le système sioniste est très manifestement incompatible avec la démocratie, ce qui découle du problème colonialiste et de la présence des Palestiniens.

Le conflit a été présenté, sous un angle faussé par les médias dominants CNNisés et propriétés de ceux qui ont décidé de boycotter la CED, comme une « guerre » entre « deux côtés ».

En réalité, comme je l'ai soutenu, et comme le défunt intellectuel palestinien Edward Saïd l'a dit, il n'y a pas deux côtés impliqués dans la « violence » au Moyen-Orient. Il y a un Etat colonial qui retourne toute sa force immense contre un peuple sans Etat, plusieurs fois réfugié, un peuple dépossédé, privé d'armement, dans le but de détruire ce peuple. Que reste-t-il au peuple palestinien après que la quatrième - certains disent la troisième - armée la plus puissante au monde, avec sa marine et son aviation, a bombardé la Cisjordanie et la bande de Gaza ? Dix ans de « négociations » n'ont fait que créer des bantoustans, et quand les Palestiniens ont demandé l'application du droit international (à Camp David), ils ont été accusés d'avoir gâché les « offres généreuses » d'Ehud Barak.

Les Palestiniens ont fait les frais des assauts de missiles par les troupes israéliennes, et leurs réservistes, planquées dans leurs hélicoptères, leurs navires de guerre, leurs F16 et leurs chars d'assaut (Gaza 2009). De façon générale, les gouvernements occidentaux ont considéré l'assassinat de Palestiniens par les missiles des chars d'assaut et des avions comme « légitime », alors que les actes de la résistance palestinienne sont des « agressions terroristes ». Israël par conséquent avait le feu vert pour mener ses attaques génocidaires contre les Palestiniens dont la mort est considérée comme un dommage collatéral. L'administration de Barak Obama n'a aucun projet équilibré pour résoudre la crise au Moyen-Orient. Tout ce qu'ont fait ces Américains qui ont été envoyés dans la région fut d'arriver à un cessez-le-feu aux conditions israéliennes et sans le rattacher à un programme politique clair basé sur les résolutions du Conseil de sécurité et la légitimité internationale.

Naturellement, le résultat logique de ce parti pris, voire de la position hostile de l'Amérique, et du manque de volonté à rechercher la paix et une solution justes, est catastrophique.

Nous, Palestiniens, en avons vraiment marre de la soi-disant « communauté internationale ». Durban II a-t-il été un échec ? Eh bien, si nous croyons encore dans le rôle des gouvernements occidentaux, spécialement de ceux qui ont un long héritage colonial, pour jouer le rôle positif vis-à-vis des droits inaliénables du peuple palestinien, alors c'est que nous nous faisons des illusions. C'est sur la force du peuple qu'il nous faut compter, comme ce fut le cas dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, où une campagne de « Boycott, de Désinvestissements et de Sanctions » (BDS) mondiale persistante a contraint ces mêmes gouvernements à boycotter le régime raciste de Pretoria. Durban II a montré que l'Empire était le même, que ce soit avec Bush ou avec Obama. Patrice Lumumba l'a dit autrefois : « Je sais que l'histoire dira un jour ce qu'elle a à dire, mais ce ne sera pas une histoire écrite à Bruxelles, Paris ou Washington, ce sera la nôtre. »

Ce dont il faut nous occuper d'urgence aujourd'hui, c'est d'un programme alternatif, nécessairement dialectique et laïc dans son traitement des questions palestiniennes et juives, une alternative qui jamais ne renie les droits d'un peuple, qui garantisse l'égalité et qui abolisse l'apartheid, les bantoustans et la séparation, totalement en Palestine.

Haidar Eid

Le Dr Haidar Eid est maître de conférence au département Littérature anglaise de l'université Al-Aqsa, Bande de Gaza, Palestine. Le Dr Eid est membre fondateur du Groupe pour un seul Etat démocratique (ODSG) et membre de la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI). Il a rédigé cet article pour Palestine Chronicle.com.

Traduction : JPP

Source: [Alterinfo](#)

06 Mai 2009

[http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6%3Aarticles&id=2045%3Aune-critique-palestinienne-de-la-conference-de-durban&option=com\\_content&Itemid=11](http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6%3Aarticles&id=2045%3Aune-critique-palestinienne-de-la-conference-de-durban&option=com_content&Itemid=11)

---

## 1-2 [Ramzy Baroud](#) : Clinton et Obama : un très mauvais départ.

Si l'on se base sur les récentes déclarations d'Hillary Clinton à propos de la Palestine, il n'y a aucun changement se profilant à l'horizon, estime Ramzy Baroud.

Hillary Clinton est la première représentante du lobby sioniste dans l'administration Obama.

Sa première fonction est de relayer et imposer les vues des dirigeants israéliens dans la politique étrangère américaine, face à un Obama particulièrement discret sur la question palestinienne. Incongrue.

On peut difficilement trouver un mot plus approprié pour décrire la nouvelle approche du gouvernement des États-Unis à propos de la paix au Moyen-Orient.

Bien qu'il y ait peu de signes qui permettent d'imaginer que les précédents gouvernements des États-Unis aient véritablement voulu jouer un rôle équilibré pour une paix juste entre Israël et les Palestiniens, beaucoup espéraient — et quelques-uns espèrent toujours — que l'administration de Barack Obama s'appuierait sur de nouvelles normes.

Mais si les commentaires récents formulés par la secrétaire d'état Hillary Clinton suffisent comme indicateur général de la politique de l'administration Obama au Moyen-Orient, alors peu de changements se profilent à l'horizon.

Clinton a déclaré à des députés américains le 23 avril que la clef pour la paix entre Israël et les Palestiniens était Téhéran, et que si l'on n'était pas ferme avec l'Iran, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'Israël cherche à faire la paix avec les Palestiniens. « Les deux vont de pair, » a-t-elle souligné. Quelle approche tordue. Pour que la paix s'impose, Israël devrait s'impliquer dans des « discussions » avec l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas dans l'objectif de favoriser l'isolement de l'Iran, pour des raisons ayant entièrement trait aux intérêts américains et à la « sécurité » israélienne.

Alors que l'approche de Clinton se base sur l'idée d'utiliser Israël comme un leurre avec des propositions de discussions de paix, quelle est la promesse faite par Clinton aux Palestiniens, aux Arabes, et aussi à l'Iran si ce n'est d'infinies parlotes, une guerre froide régionale et des divisions sectaires ? Le Moyen-Orient n'en a-t-il pas vu assez ? N'est-il pas temps de reléguer aux oubliettes un tel langage si dommageable et de se concentrer sur un engagement positif pour la stabilité régionale et la coopération économique

Il est évident qu'une politique responsable des Etats-Unis dans la région pourrait signifier un nouveau départ qui serait en fin de compte salutaire pour les Etats-Unis dans un moment de dégringolade économique et de crises répétées. Pour exemple, l'Iran a fait clairement connaître ses dispositions à un dialogue avec les Etats-Unis, le mouvement Hamas cherche ouvertement le « contact », et le Hizbullah — qui semble s'impliquer dans la recherche de la stabilité au Liban — répond positivement aux ouvertures diplomatiques de l'Union Européenne. Il apparaît cependant que le nouveau gouvernement des Etats-Unis malgré toutes ses fortes déclarations et sa témérité, est encore indécis ou incapable de s'opposer au comportement chaotique et destructeur d'Israël en Palestine et au Moyen-Orient dans son ensemble.

Clinton aurait dû utiliser un langage entièrement différent et avoir adopté une approche complètement différente si elle et son administration étaient réellement intéressées à s'investir pour une paix juste et non seulement dans des « discussions ». Au lieu d'essayer d'appâter Israël pour qu'il s'implique avec les Palestiniens suffisamment

longtemps pour tromper les Arabes et isoler l'Iran, elle devrait s'être avant tout occupée des provocations lancées par le nouveau gouvernement israélien d'ultra droite.

Les chefs israéliens — confiants du statut privilégié dont bénéficie leur pays parmi les gouvernements occidentaux qui les dispensent de toute critique qui pourrait avoir des conséquences — distribuent les coups à gauche et à droite.

Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères israélien et considéré dans beaucoup de milieux comme « un fasciste », conduit l'offensive diplomatique d'Israël, une stratégie utilisée et perfectionnée par les gouvernements israéliens précédents. Le but de l'offensive est de conditionner toutes les « concessions » israéliennes à des exigences précises dont l'exécution donnera tout ce que l'on voudra sauf la paix et la stabilité.

Lieberman a expliqué au Jérusalem Post le 23 avril qu'il sera « impossible de résoudre n'importe quel problème dans notre région sans résoudre le problème iranien ». On ne peut qu'imaginer ce signifie « exige la résolution du problème iranien ». Cependant, il est important de rappeler que c'était Lieberman qui a démarré sa toute nouvelle carrière en rejetant les conclusions de la conférence d'Annapolis, revenant à la feuille de route uniquement parce que cette dernière n'exige rien d'Israël tant que les Palestiniens n'ont pas totalement éradiqué la « terreur ». Sous la définition israélienne des groupes terroristes, qui inclut également le gouvernement palestinien élu [qui siège à Gaza], le véritable objectif de Lieberman est d'affranchir Israël de toute sollicitation concernant la paix, le dialogue ou même de simples discussions.

Lieberman est non seulement contrarié par les conditions, le plus souvent discrètes, présentées à Israël, mais par le vocabulaire lui-même. « Au cours des deux dernières semaines j'ai eu beaucoup de conversations avec mes collègues autour du monde. Et tout le monde, vous savez, parle avec vous comme s'ils étaient dans une campagne électorale : occupation, colonies, colons, » a répété Lieberman qui a accusé les personnes usant d'un tel langage de « s'exprimer à travers des slogans ».

Haaretz a rapporté que le premier ministre israélien Binyamin Netanyahu s'est fâché suite à une tentative européenne de conditionner des liens plus étroits avec Israël avec l'engagement de ce dernier pour une solution à deux-états. Netanyahu aurait rétorqué à Mirek Topolánek, le ministre tchèque lors de sa visite : « la paix n'est pas moins dans l'intérêt d'Israël qu'elle n'est dans l'intérêt de l'Europe, et il n'y a aucune nécessité de conditionner le développement des relations avec Israël aux progrès d'un processus de paix. Nous sommes en train de passer en revue notre politique ; ne nous bousculez pas ».

Netanyahu a été suffisamment bien disposé pour préciser ce qu'il voulait dire par « la paix est dans l'intérêt d'Israël, » en ajoutant : « Si les Israéliens ne peuvent pas construire d'habitations en Cisjordanie alors cela ne devrait pas être permis aux Palestiniens non plus, » en faisant référence à l'expansion des colonies juives et à la destruction des maisons arabes.

Selon Haaretz daté du 24 avril, Lieberman a pour sa part anéanti tous les espoirs qu'Israël puisse trouver un terrain d'entente pour négocier la paix dans le cadre de l'initiative arabe. Il l'a rejeté, entre autres raisons, parce que cette initiative revendique une solution juste au problème palestinien des réfugiés selon le droit international. Allant encore plus loin, il a invité la communauté internationale à cesser de pousser dans le sens d'un état palestinien.

Non seulement Israël veut conserver son système de contrôle de la Cisjordanie, annexer des terres arabes et maintenir ses colonies en violation du droit international, mais il veut également contrôler le langage [utilisé pour en parler], faire taire les appels pour un état palestinien, et prendre la tête d'une coalition enrégée et dont les Arabes feraient partie, contre l'Iran. Voici ce qu'il en est pour ce qui est d'établir de la paix.

Dans un tel contexte, il incombe à Clinton et à l'administration d'Obama d'abandonner les slogans usés et les anciennes politiques guerrières de leur prédécesseur. S'ils sont en effet intéressés à une paix équitable, pour elle-même, alors vouloir inciter Israël à s'engager avec Abbas uniquement pour duper les Arabes et isoler l'Iran ne peut pas être un début prometteur.

[Ramzy Baroud](#)

\* Ramzy Baroud est écrivain et rédacteur en chef de « PalestineChronicle.com ». Ses écrits ont été publiés dans de nombreux journaux, magazines et anthologies dans le monde entier. Son dernier livre est « The Second Palestinian Intifada : A Chronicle of a People's Struggle » (Pluto Press, London).

dimanche 3 mai 2009

[Ramzy Baroud](#)

<http://www.alterinter.org/article3219.html>

---

### 1-3 Apartheid en Afrique du Sud - Du pareil au même...

Nous ne pouvons pas reconnaître une entité qui nous a été imposée en 1948 ; nous rappelons à celles et ceux qui veulent bien nous écouter que le célèbre Einstein avait déjà dénoncé cette grande manœuvre fasciste, soutenue par les nations européennes, en vu d'*occuper la terre de Palestine et de fonder le soi-disant « Etat d'Israël »*.

Il avait même prédit qu'*une telle entité occupante aura à son crédit, massacres, épuration ethnique, occupation de la terre,...*

Et voilà qu'aujourd'hui, on entend ici et là un discours nous faisant croire que le fasciste Lieberman est différent des autres, comme Ben Gourion, Shamir, Begin, Sharon, Peres, Barak, Olmert, Livni, Nethanyahou... qui eux souhaitaient la Paix.

Ignorons-nous alors que ces acteurs, tous ces acteurs, *quelle que soit leur étiquette politique ou idéologique*, ont

poursuivi et poursuivrons l'œuvre qui consiste à occuper et étendre leur espace vital ethniquement purifié, au détriment du peuple palestinien.

Ne suffit-il pas de se référer à l'Histoire pour enfin comprendre que l'occupation sioniste de la Palestine, en plus de ses ressemblances avec l'Apartheid en Afrique du Sud *quant aux conséquences et les effets*, est surtout *un esprit et un acte à l'œuvre pour d'abord une nation ethniquement purifiée et ensuite pour la conquête des espaces en vue d'un espace vital dépassant très largement ses frontières ?*

Rappelons-nous les faits qui suivent :

Ben Gourion – Fondateur de l'entité sioniste et dirigeant du parti travailliste – déclarait le 12 juin 1938 devant l'exécutif de l'agence juive : « *Je suis pour le transfert. Je ne vois rien là d'immoral* », transfert qu'il mit en pratique dix ans après, lors du *nettoyage ethnique de la Palestine et le transfert de sa population*. Ce même Ben Gourion, travailliste, qui félicite Ariel Sharon après *le massacre commis par ce dernier dans le village de Qibya en 1953. Des centaines de villages palestiniens furent rayés de la carte* ; la pierre dure comme le roc, la clé et les plans cadastraux jalousement protégés et la mémoire entretenue de père en fils en témoignent tous...

*Les exactions et diverses politiques de colonisation* pratiquées par Menahem Begin et Itzhak Shamir, tous deux dirigeants du Likoud, ou par Shimon Peres, dirigeant du parti travailliste qui, entre autres massacres, *ordonna celui de Qana au Liban en 1996.*

*Les assassinats et les massacres* planifiés et réalisés par le dirigeant travailliste Ehud Barak qui planifia *le dernier massacre à Gaza*, ou encore l'œuvre de son complice Ehud Olmert, dirigeant du parti Kadima, qui supervisa *les guerres contre Gaza en décembre-janvier derniers et contre le Liban en juillet-août 2006.*

Alors, Lieberman serait-il vraiment le plus « méchant des Israéliens » ? *La seule différence avec les sionistes cités plus haut, c'est que lui vient juste de commencer, tandis que les autres ont déjà à leur actif une carrière de bourreau bien remplie.*

La Palestine, depuis son occupation en 1947-1948, a toujours témoigné et témoignera encore jusqu'à sa libération d'*une seule politique d'occupation, de massacres et d'épuration ethnique, quelle que soit l'étiquette politique et idéologique de l'occupant.*

Depuis Deir Yassine, Kafr Qassem, Sabra et Chatila, Qana, Gaza, c'est toujours *la même logique sioniste* qui est mise en œuvre.

De ses frontières avec le Liban jusqu'à celles, au Sud, avec l'Egypte, de ses bords avec la Méditerranée jusqu'à ses frontières avec la Jordanie, la Palestine fut violée en 1948 et depuis *elle ne cesse de témoigner de massacres et de colonisation répétés, sur un fond raciste et fasciste.*

La Palestine témoigne ce que l'Europe avait témoigné à l'époque du Nazisme.

Mais l'Histoire sera également *celle de la résistance du Peuple de Palestine et ne pourra être autrement, pour :*

*1- La libération nationale et l'abolition de l'entité sioniste*

*2- Le retour de tous les réfugiés expulsés depuis 1948*

*3- L'autodétermination du Peuple de Palestine*

Pour l'heure, nous dénonçons la *collaboration* de l'Union Européenne, et en particulier celle de la France, avec cette entité coloniale, raciste et fasciste, cette collaboration qui se concrétise à tous les niveaux et dans tous les domaines, économiques, politiques, militaires, universitaires, scientifiques, culturelles,...

## Liban Résistance

06-05

<http://libanresistance.blogspot.com:80/2009/05/du-pareil-au-meme.html>

---

## 1-4 Jean-Marie GLÄNTZLEN : Pourquoi ?

Adoptée le 11 mai 1949:

Admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies.

"Ayant reçu le rapport du Conseil de sécurité relatif à la demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies,

Notant que, de l'avis du Conseil de sécurité, Israël est un Etat pacifique, capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire,

Notant que le Conseil de sécurité a recommandé à l'Assemblée générale d'admettre Israël à l'Organisation des Nations Unies,

Prenant acte, en outre, de la déclaration par laquelle l'Etat d'Israël "accepte sans réserve aucune les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies",

Rappelant ses résolutions du 29 novembre 1947 (\*) et du 11 décembre 1948 (\*\*), et prenant acte des déclarations faites et des explications fournies devant la Commission politique spéciale par le représentant du Gouvernement d'Israël en ce qui concerne la mise en oeuvre desdites résolutions,

L'Assemblée générale,

Remplissant les fonctions qui lui incombent aux termes de l'Article 4 de la Charte et de l'article 125 de son règlement intérieur,

1. Décide qu'Israël est un Etat pacifique qui accepte les obligations de la Charte, qui est capable de remplir lesdites obligations et disposé à le faire;

2. Décide d'admettre Israël à l'Organisation des Nations Unies."

*In favour:* Union of Soviet Socialist Republics, United States of America, Uruguay, Venezuela, Yugoslavia, Argentina, Australia, Bolivia, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Canada, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Dominican Republic, Ecuador, France, Guatemala, Haiti, Honduras, Iceland, Liberia, Luxembourg, Mexico, Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Panama, Paraguay, Peru, Philippines, Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of South Africa.

*Against:* Yemen, Afghanistan, Burma, Egypt, Ethiopia, India, Iran, Iraq, Lebanon, Pakistan, Saudi Arabia, Syria.

*Abstaining:* United Kingdom, Belgium, Brazil, Denmark, El Salvador, Greece, Siam, Sweden, Turkey.

*The result of the vote was 37 in favour, 12 against, and 9 abstentions. The resolution was adopted, having obtained the required two-thirds majority.*

<http://www.un.org/french/documents/ga/res/3/fres3.shtml>

Silence assourdissant ! Pourquoi ?

Salutations attristées

Jean-Marie GLÄNTZLEN

"Il est grand temps de distinguer les militants pro-israélo-palestiniens (illogiques) et les militants ("seulement" !!!! ) pro-palestiniens.

Les Palestiniens qui ne sont ni collabos, ni profiteurs, ni ultra-musulmans évidemment. L'irréalisme, c'est de piétiner l'éthique et/ou de blanchir le criminel piétinement sioniste permanent de l'éthique de 1930 à 1950 déjà, et évidemment tous les jours depuis" .

---

## 1-5 Un palestinophile français : 11 Mai : soixantième anniversaire de l'ubuesque résolution 273.

11 mai 1949

Admission d'Israël à l'ONU

Le 11 Mai sera le jour anniversaire de l'ubuesque résolution 273 d'adhésion de l'entité sioniste au "machin" et précisément le soixantième, un chiffre qui ne sera plus rond avant dix ans.

En sus des très nombreuses manifestations qu'organiseront les pertinentes et dynamiques associations pro-palestiniennes à cette occasion dans la France entière,

l'association "Battons nous mieux pour les patriotes palestiniens" vous invite à venir, si vous le pouvez, devant votre préfecture avec une grosse chaîne et un cadenas pour vous enchaîner ensemble, après avoir prévenu la presse évidemment, et après vous être muni de tracts reprenant le texte de la résolution et son commentaire, à la grille ou autre de votre préfecture.

Ne serait-ce qu'en pensant aux amis palestiniens que beaucoup ont serré dans leur bras là-bas, on ne pouvait tout de même pas logiquement laisser passer ce soixantième anniversaire sans le "commémorer" efficacement en espérant que les médias asservis ou non réagiront ?

Chaja'a

Le secrétaire administratif

"L'irréalisme, c'est de piétiner l'éthique et/ou de blanchir le criminel piétinement sioniste permanent de l'éthique de 1930 à 1950 déjà, et évidemment tous les jours depuis. Il ne saurait y avoir de prescription pour de tels menteurs assassins qui ne peuvent même pas prouver que leurs ascendants du début de notre ère étaient juifs" . .

Une paix ne saurait être injuste.

Quand on connaît suffisamment – ce qui restera toujours, pour 99 % des gens, malgré Internet, un minimum incomplet - les contextes éclairants et les textes « interrogants » de l'ONU à qui sa propre Charte ne permettait pas de voter la résolution 181 que le fourbe Pères considère comme légitimante, quand on connaît un peu les propos authentiques des différents meneurs des courants sionistes des années 1925-1949, alors qu'il n'y a absolument aucun argument solide idéologique comme religieux qui tienne, la création artificielle de l'entité artificielle sioniste est éthiquement totalement inadmissible.

C'est d'ailleurs bien ce que pensait le fanatique despote européen David Grün, théiste non religieux, dont l'ascendance juive multimillénaire n'est évidemment pas plus prouvable que celle des autres criminels cadres et célébrités sionistes : *"Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal; nous avons pris leur pays. Il est vrai que Dieu nous l'a promise, mais comment cela pourrait-il les concerner ? Notre dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accepter cela ?"* (cité par Nahum Goldmann dans "Le Paradoxe Juif", page 121 et page 99 dans la version anglaise The Jewish Paradox, trans. Steve Cox (Grosset and Dunlap, 1978)

Malgré le célèbre « *Les vieux mourront, les jeunes oublieront !* » du même arrogant et amoral fanatique auto-rebaptisé Ben Gourion, le droit au retour dans les lieux ou à toute proximité des lieux où on vivait ou bien où ses ascendants vivaient en 1947 est inaliénable au nom de l'éthique élémentaire, et il rend donc concrètement impossible à toute personne honnête, président d'état ou simple citoyen, la reconnaissance de la légitimité de l'existence d'un état juif sioniste, ni même post-sioniste. Un état (toujours sans la constitution promise le 14 mai 1948 dans la déclaration d'indépendance) qui, de toute évidence, expulserait, à n'en pas douter, les « Israéliens arabes », dans quelques bantoustans palestiniens non viables. Même pas sur les terres que lui laissaient

« généreusement » les seuls 33 pays libres ou circonvenus du « machin » le 29 novembre 1947, sans en être davantage propriétaires ou dépositaires que des terres données encore plus généreusement à une minorité de Juifs ou supposés tels fanatiques ou trompés ; suite à des manœuvres douteuses et à la collusion, dans des buts totalement opposés, de Truman et Staline et de leurs pays affidés, Sans oublier l'importante responsabilité de la France et son influent agent sioniste et homme politique « de gauche » français Lebel Tsvet.

Alors qu'il est grand temps de distinguer sur la planète entière les militants pro-Israël-palestiniens (illogiques) et les militants ("seulement" !!!!) pro palestiniens, - les Palestiniens qui ne sont ni collabos, ni profiteurs, ni ultra-musulmans violents évidemment - , la seule façon pour un « juif » israélien sincère, repenté ou non, donc non raciste - ça se trouve !!! c'est de souhaiter et d'accepter l'idée de prendre au plus vite une carte d'identité palestinienne,.

Avec très exactement et vraiment les mêmes droits qu'un citoyen d'ascendance palestinienne au sein d'un état souverain, non confessionnel, démocratique, écologiquement et économiquement viable. Ou, à défaut, une carte de résident en Palestine Tout autre option étant effectivement irrationnelle et utopique, car l'irréalisme, c'est de piétiner l'éthique et de se résigner à blanchir l'inadmissible fut-il plus que sexagénaire ?

Pardonnez, non sans grand courage admirable, peut-être si possible, mais pas laissez disposer du fruit du vol au nom d'un réalisme irréaliste, et de réalisations effectives (agricoles, « hautes-technologiques » ou autres) qui, pour beaucoup, eurent été impossibles sans l'argent sioniste international plus ou moins honnêtement gagné (pas dans le genre Madoff !!!) et sans l'argent du contribuable américain en particulier, Sans oublier celui du contribuable européen - moyen et petit essentiellement - , entre autres, pour acheter des technologies israéliennes d'intérêt militaires ou autres très discutables ; quand il n'a pas servi à construire pour les Palestiniens des équipements que l'arrogante entité sioniste s'est empressé de détruire.

Toute autre solution définitive appelée « paix » sera profondément injuste (et non durable ?) et donc éthiquement inadmissible. Et encore les inégalitaires Israéliens juifs ou se croyant de vieille ascendance multimillénaire telle, peu ou prou d'accord avec le sionisme raciste, alors qu'ils ne sont, de toutes façons, qu'à peine la moitié du mythique peuple juif, ne pourront-ils jamais ressusciter les tués palestiniens et réparer le mal physique et psychique fait aux Palestiniens patriotes, les prisonniers en particulier. Ils ne pourront pas davantage d'ailleurs effacer les actes très regrettables de certains Palestiniens résistants que les agissements des sionistes arrogants et dominateurs ont entraîné et dont les meneurs sionistes successifs, de « droite » comme de gauche » et leurs électeurs sont les tout premiers responsables et coupables.

Que vive au plus vite démocratiquement, habitée par un maximum de Palestiniens patriotes, la Grande Palestine de la Méditerranée au Jourdain.

[Un palestinophile français](#)

---

## 1-6 Xavière Jardez : Gaza, le laboratoire de la mort.

Pour la première fois depuis l'émergence d'Israël, en 1948, des voix se font entendre et des initiatives sont prises pour condamner Israël pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité.

D'habitude si prudent pour ne pas offenser les Etats-Unis et ses alliés, le Secrétaire Général des Nations unies, Ban Ki-moon a demandé une enquête.

Un juge espagnol a décidé de poursuivre trois généraux des forces armées israéliennes pour l'assassinat, en 2002, d'un haut responsable du Hamas qui avait fait de nombreuses victimes civiles. Richard Falk, rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme des Palestiniens, a rédigé un rapport\* cinglant sur les crimes de guerre d'Israël et se demande « *s'il existe une réelle volonté politique de juger Israël* ».

Des associations, comme l'*Association des Avocats pour la Palestine*, s'activent pour traduire Israël devant la Cour Pénale Internationale pour la mort de plus de 1300 Palestiniens lors de l'agression contre Gaza qui a duré 22 jours, fin 2008. La question sur laquelle elle se fonde est la suivante : quel était l'objectif de cette « guerre » ? Elle n'avait pas d'objectif militaire, ni encore moins, comme on l'a sous-entendu, à libérer Gilat Shalit. Son but était de tuer des civils, de les terroriser pour qu'ils fuient, une fois de plus.

Pour atteindre cet objectif, Israël a non seulement fait usage de moyens « *disproportionnés* » mais d'armes nouvelles, comme la *DIME (Explosif de métal inerte dense)*. Les effets décrits par les médecins norvégiens à Gaza parlent d'une explosion qui cause des « *amputations multiples* » et « *de très graves fractures. Les muscles sont comme détachés des os, pendent et vous souffrez aussi de brûlures terribles* ». « *Ceux qui survivent au premier souffle succombent de septicémie et de chute d'organes* ». « *Au début tout en ordre... mais lors de l'opération, on découvre des douzaines de particules miniatures dans tous les organes* » que l'on ne peut extraire chirurgicalement.

Si par miracle les victimes surmontent ces conditions, elles sont certaines de mourir de rhabdomyosarcome (RMS) un cancer particulièrement mortel qui s'enfonce profondément dans les tissus et s'avère impossible à traiter.

Questions : qui a vendu cette arme aux Israéliens ? Est-ce que son utilisation à grande échelle à Gaza a servi de test de laboratoire pour créer une nouvelle génération de bombes ?

Arme de « mortalité ciblée »

La *DIME* est un produit de la recherche conjointe des Forces Aériennes US et du Laboratoire National de Lawrence Livermore de l'Université de Californie en 2000. De puissants explosifs sont enveloppés dans un alliage de tungstène et autres métaux comme le cobalt, le nickel, ou le fer dans un conteneur de fibre de carbone.

Quand la bombe explose, le conteneur s'évapore et le tungstène se transforme en minuscules éclats, extrêmement dangereux dans un faible rayon. Le tungstène est inerte donc il ne réagit pas chimiquement avec l'explosif tandis que l'aluminium qui ne l'est pas accroît la puissance de l'explosion qui est limitée en retour par le tungstène. *DIME* avait été initialement conçue pour réduire les dommages collatéraux infligés par des bombes puissantes. Mais l'effet meurtrier de cette arme et sa toxicité à long terme ne semblent pas être une amélioration. Le médecin norvégien Gilbert a déclaré au journal d'Oslo, *Gardermoen*, qu'il y avait « *de fortes chances pour que Gaza ait servi de terrain d'essai pour de nouvelles armes* ». *DIME* est une invention US. Il y a tout lieu de penser que les Etats-Unis l'ont mise à sa disposition, ou fourni les données nécessaires à sa construction. Le Pentagone entendant bien utiliser cette arme de « *mortalité ciblée* » dans les guerres à venir, il est vraisemblable que sa mise en service à Gaza était du plus grands intérêt.

Pour Marc Galasco, d'*Human Rights Watch*, Israël a pu acquérir cette technologie, soit en achetant les armes des Etats-Unis, soit en les développant sous licence.

Les armes *DIME* ne font l'objet d'aucune interdiction selon les Conventions de Genève puisqu'elles n'ont pas été officiellement testées. Cependant, toute arme capable d'infliger des dommages aussi atroces est normalement bannie, notamment dans des zones densément peuplées. Personne ne sait par ailleurs quels sont les effets du tungstène sur l'environnement et sur la santé des personnes qui retourneront dans des zones polluées par une *DIME* car il existe un lien entre le tungstène et la leucémie

Xavière Jardez

03-05

[www.palestine-solidarite.org/analyses.Xaviere\\_Jardez.030509.htm](http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Xaviere_Jardez.030509.htm)

---

## 1-7 Fabio Mini : La barbarie stratégique.

Les dommages collatéraux sont par définition ceux qui sont causés à la population civile lorsqu'on tente de frapper des objectifs militaires.

Ils peuvent être prévus ou inopinés et ils sont causés par un manque de précision des armes ou par une erreur.

Pendant la guerre au Kosovo, le porte-parole de l'OTAN a utilisé le terme de dommages collatéraux de façon extensive et absolue, même quand l'offensive contre des structures civiles était en fait intentionnelle.

Par conséquent, un fait qui risquait d'être condamné pour crime de guerre a été déclassifié et les victimes sont devenues responsables de leurs morts, coupables d'être au mauvais endroit au mauvais moment.

L'affaire a constitué le début d'une nouvelle école de pensée et aujourd'hui les gens se sont tout simplement habitués au caractère inévitable des victimes civiles dans toutes sortes de conflits, même les conflits entre gendarmes et voleurs.

D'un point de vue militaire, c'est un signe de régression de la guerre vers un conflit entre des camps asymétriques : une régression pour l'humanité autant que pour la stratégie militaire. La régression pour l'humanité a encore empirée depuis qu'elle est soutenue par une stratégie militaire et passe maintenant pour une « évolution ». Le fait est que, malgré toutes les lois internationales, les codes militaires et les usages de guerre, ce sont les victimes civiles qui sont une fois de plus, devenues les cibles réelles dans les guerres. Nous sommes revenus à une destruction « structurelle » adoptée pendant la 2ème Guerre mondiale avec les tapis de bombes et pendant la guerre du Vietnam avec l'utilisation du napalm.

Ce genre de guerre sembla toucher à sa fin lorsqu'il fut nécessaire qu'une distinction soit faite entre les forces combattantes et les non-combattantes, quand l'éthique fut mise au premier plan pour mettre en place des règles pour la protection des civils et que, au nom de l'intérêt général, il fut suggéré de limiter les dégâts, car, selon les mots de Liddell Hart, « l'ennemi d'aujourd'hui est le client de demain et l'allié de l'avenir ». Ce genre de guerre sembla être à jamais révolu quand la destruction nucléaire fut remplacée par les frappes de précision qui représentent la stratégie et la révolution technologique les plus importantes de la seconde moitié du siècle dernier. Or, nous avons perdu toute trace et mémoire de tout cela quand des experts ignorants se sont livrés à la justification militaire des dommages collatéraux. Avec les armées et les armes perfectionnées d'aujourd'hui, les dommages collatéraux devraient être réduits à zéro mais avec les nouveaux ennemis, archaïques et désespérés, la destruction des structures militaires et économiques ne parvient plus à faire plier la volonté de leur résistance. Il n'y a que les maisons, les églises, les mosquées... Et les gens, les femmes et les enfants. Toutes les cibles faciles et par conséquent, le réel défi stratégique n'est pas dans la façon de détruire mais comment éviter de frapper des innocents.

En Tchétchénie, en Afghanistan, au Liban et aujourd'hui, à Gaza, la stratégie délibérée consistant à atteindre des civils afin de les retourner contre les résistants, les rebelles ou les soi-disant terroristes, est une nouvelle régression.

Ceci nous renvoie aux guerres contre-révolutionnaires, qui en fait apportaient toujours la victoire aux résistants, et nous devrions nous remémorer les actions redoutables des occupations coloniales. Même la justification et le camouflage de ces régressions par des moyens de propagande sont du *déjà vu*. Les noms et certains moyens ont changé mais les résultats restent les mêmes.

La guerre psychologique, en essayant de prouver que les civils ne sont pas des cibles mais qu'ils sont en fait les victimes de l'ennemi qui les utilise comme boucliers humains, n'a pas changé depuis des siècles.

Et c'est pourquoi l'ennemi doit toujours être représenté comme le « méchant ». Les mêmes messages sont utilisés même si les prospectus, la radio, la télévision, les ambassadeurs et les groupes de pression politiques ont remplacé les proclamations et les infiltrations.

Hier, la population qui n'avait pas de système d'alarme était alertée des attaques imminentes par le vrombissement des bombardiers. Elle n'avait que quelques minutes pour trouver un abri. Aujourd'hui, on téléphone aux victimes mais ceci, comme par le passé, ne peut pas aider ceux qui sont piégés à l'intérieur comme des rats et qui n'ont nulle part où aller. C'est juste du cynisme. Le tout nouvel aspect de la guerre psychologique est que ce n'est plus l'ennemi que l'on vise mais ses propres troupes et, surtout, l'opinion publique nationale et internationale. Cette arme de manipulation des masses et de destruction de l'intelligence est dirigée contre ses propres forces et contre ses propres alliés.

Et tous les soldats savent qu'il n'y a rien de plus dangereux que de commencer à croire sa propre propagande. Les armées les plus puissantes du monde ne savent pas reconnaître ni faire face aux nouvelles formes de la guerre asymétrique.

Elles ne peuvent comprendre, faire les distinctions nécessaires, trier les informations et opérer de façon chirurgicale.

Elles ne savent pas gérer leur propre excès de puissance et elles ont perdu toute conscience de l'inutilité et de l'illégalité de toute destruction civile.

Elles ne réalisent pas que tout cela ne fait que rendre la guerre encore plus barbare : un luxe que les terroristes peuvent se permettre. Pas nous.

Fabio Mini.

Traduit par Isabelle Rousselot,

révisé par Fausto Giudice

Source : [La barbarie strategica](#)

Article original publié le 20/1/2009

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?lg=fr&reference=6972>

---

## 1-8 La guerre de renseignements entre les occupants israéliens et la résistance palestinienne.

Sans relâche, les services israéliens de renseignements essaient d'engager des Palestiniens. Ils font l'impossible pour recruter dans tous les domaines, des pêcheurs travaillant sur la place de la bande de Gaza, en particulier. Ces tentatives ne font que montrer l'ampleur de la guerre de renseignements engagée entre les occupants israéliens et la résistance palestinienne.

En effet, les services israéliens se sont vus désabusés, désorientés, désarmés, après que les services de sécurité du ministère palestinien de l'intérieur de la bande de Gaza avaient pu détruire la plupart de leurs réseaux de collaborateurs. Des réseaux que les Israéliens avaient mis des années et des années à construire. Le manque de renseignements chez l'armée israélienne a pesé lourd lors de sa dernière guerre menée contre Gaza.

### L'échec des plans sionistes

Les services palestiniens, main dans la main avec les résistants palestiniens, ont mis en tête de leur liste de priorités la volonté de démanteler et de frapper toute tentative israélienne d'enrôler de nouveaux agents. Notons que les Israéliens ont beaucoup perdu lorsque le mouvement du Hamas avait fait tomber les anciens services de sécurité de la Bande. Ces services corrompus étaient une passoire infiltrée par des collaborateurs. Maintenant, les Israéliens font tout pour compenser leur perte inestimable. Ils cherchent n'importe quelle méthode pour infiltrer Gaza, devenue de plus en plus impénétrable. Ils essaient surtout de profiter des points de passage, des points commerciaux en particulier. Mais les services palestiniens et les résistants palestiniens arrivent à mettre en échec les tentatives malheureuses de l'ennemi.

### Affrontement acharné

Les Israéliens ont mené une guerre des plus destructrices contre la bande de Gaza. Des milliers et des milliers de tonnes d'obus israéliens sont tombés sur la Bande. Cependant, ils n'ont pas pu atteindre leurs objectifs, les vrais caches de la résistance palestinienne. Il leur manquait les informations nécessaires. Un grand nombre d'agents avaient été liquidés, avant, pendant et après la guerre. Les Israéliens avaient confié à certains d'entre eux des missions paramilitaires et même militaires.

### Viser les pêcheurs

La fragilité récente de leurs services de renseignements pousse les Israéliens à se focaliser sur les pêcheurs palestiniens. Ils veulent les recruter comme collaborateurs. Les services palestiniens étonnent tout le monde en donnant des coups terribles à ces tentatives israéliennes.

Islam Chahwan, porte-parole de la police de Gaza, dit que les Israéliens ne laissent aucune porte sans la frapper pour engager des Palestiniens de la bande de Gaza, une opération désormais difficile, sinon impossible. Ils enlèvent donc des pêcheurs, les harcèlent pour qu'ils travaillent pour eux. C'est vrai qu'on ouvre l'œil sur eux, leur cas reste tout de même dangereux, vu leur niveau d'éducation et le niveau dur d'harcèlement pratiqué sur eux par les kidnappeurs israéliens.

### Une double confrontation

Le travail des services de sécurité et des résistants palestiniens ne s'arrête pas sur le bord de la découverte et de l'anéantissement des réseaux de renseignements. Eux aussi, ils enrôlent des collaborateurs dans leurs services. Les agents repentis étaient, dans la dernière guerre agressive israélienne menée contre Gaza, de forte utilité pour

la résistance palestinienne. Ils lui fournissaient des informations primordiales sur les mouvements de l'ennemi. Une réussite considérable pour la résistance, pour le Hamas, pour les brigades d'Al-Qassam. Cette guerre de renseignements non déclarée entre la résistance palestinienne et les occupants israéliens sera un élément à prendre en considération dans toute guerre militaire à venir.

Source : CPI

Vendredi 17 avril 2009

<http://www.palestine-info.cc/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/rapport.CPI.170409.htm>

---

## 1-9 Un nouveau gouvernement en Israël : No news, bad news.

Un responsable du Sawt el-Amel réagit à la constitution du nouveau gouvernement israélien. Sawt el-Amel est une association qui défend les droits des travailleurs palestiniens en Israël. Wehbe, un de ses représentants commente pour nous, le résultat des élections israéliennes.

Au terme de la conversation et comme le prouve "l'affaire des cheminots", une évidence s'impose : les discriminations à l'égard des Arabes israéliens se poursuivent et l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement n'y changera rien.

Les élections législatives israéliennes ont eu lieu ce 10 février. Le parti Kadima de Tzipi Livni et le Likoud de Benjamin Netanyahu sont sortis des urnes au coude à coude. Par ailleurs, les résultats ont révélé une percée de la droite extrême conduite par Avigdor Lieberman dont le parti Yisraël Beiteinu devient la troisième force politique du pays.

Au sein du nouveau gouvernement, Avigdor Lieberman occupe le poste de ministre des Affaires étrangères. Le parti ultra-orthodoxe Shass – qui refuse toute "concession à propos de Jérusalem" - obtient quant à lui quatre portefeuilles ministériels. Les travaillistes, grands perdants de ce scrutin ont eux aussi intégré l'équipe gouvernementale.

Né en ex-URSS, Avigdor Lieberman est un ancien videur de bar. Il a émigré en Israël il y a 30 ans. Dans son programme, Lieberman prévoit de retirer la nationalité israélienne à toutes les personnes qui ne font pas allégeance à l'Etat sioniste. Inutile de dire que cette mesure vise exclusivement les 20% de Palestiniens qui vivent en Israël. Son parti souhaite également renforcer l'isolement de Gaza et se prononce en faveur d'une séparation claire entre Israël et le futur État palestinien. Pour autant, le leader d'Yisraël Beiteinu n'entend pas respecter le tracé de la Ligne Verte et souhaite le modifier par le biais de transferts territoriaux : ainsi Israël conserverait-elle Jérusalem-Est et les grands blocs de colonies, tandis que le futur État palestinien obtiendrait la souveraineté sur une très petite portion du territoire israélien où résident actuellement les communautés arabes israéliennes, ce qui est notamment le cas de la région d'Umm El Fahm.

Pour Wehbe, représentant de Sawt el-Amel, une organisation de travailleurs palestiniens sise en Israël (Nazareth) "la percée d'Avigdor Lieberman ne fait que refléter l'opinion générale des Israéliens à l'égard des Palestiniens qui vivent dans l'Etat juif". Par ailleurs, il ne croit pas que "l'action du nouveau gouvernement sera novatrice". Et pour cause, "depuis l'établissement de l'Etat d'Israël en 1948, aucun gouvernement n'a pris en considération les droits des Palestiniens vivant en Israël. Quels que soient les partis au pouvoir, leurs politiques restent relativement identiques et renforcent les discriminations sociales, économiques et politiques dont nous souffrons."

Pour appuyer ses propos, Wehbe évoque [le projet pilote, Wisconcin](#). Lancé en août 2005 par Benjamin Netanyahu, ce programme vise à remettre à l'emploi les chômeurs de longue durée. Dans les faits, il permet surtout de restreindre le nombre des allocataires en les privant d'aides ou en leur proposant un travail précaire mal rémunéré. Aujourd'hui, il apparaît que ce plan affecte essentiellement les Palestiniens d'Israël et plus particulièrement les femmes, davantage victimes de discrimination sur le marché du travail.

Malgré ce contexte difficile, Sawt el-Amel est prêt à agir contre "toute mesure gouvernementale discriminatoire portant atteinte aux droits des travailleurs palestiniens en Israël". Très récemment, l'organisation s'est ainsi mobilisée pour venir en aide à des dizaines de cheminots brutalement licenciés par la société des chemins de fer israélienne. Ces renvois sont intervenus suite à une décision de l'entreprise exigeant des gardiens des voies ferrées qu'ils portent une arme. Or, en Israël, il faut avoir fait son service militaire pour pouvoir être armé ce qui exclut d'office les travailleurs arabes qui ne sont pas appelés sous les drapeaux.

Une délégation de Sawt el-Amel a rencontré les travailleurs licenciés. Par ailleurs, pour s'opposer à cette décision injuste et révoltante, [le syndicat a lancé une pétition](#). Pour Wehbe, "les Palestiniens d'Israël doivent se défendre et continuer à revendiquer leur droit à l'égalité, comme ils l'ont toujours fait", mais précise-t-il "Nous devons agir prudemment". Wehbe n'a pas oublié les événements d'octobre 2000, au début de la deuxième intifada, lorsque 13 Palestiniens ont été abattus par les forces de sécurité israéliennes, alors qu'ils manifestaient pour soutenir leurs compatriotes de Cisjordanie.

Sources [Al Loufok](#)

---

## 1-10 K. Selim : Écran de fumée.

La tournée européenne du nouveau ministre israélien des Affaires étrangères, le colon fasciste Avigdor Liberman, coïncide avec la convention de l'Aipac, le lobby officiel sioniste à Washington.

La conjonction de ce déplacement et de cette réunion permet aux Israéliens de relancer, avec l'appui de leurs alliés occidentaux, une campagne de propagande de grande envergure contre l'Iran. Entamée à Genève lors de la conférence sur le racisme dite Durban II, la campagne est destinée à reconstruire l'image très dégradée d'Israël après la sanglante agression de Gaza et de modifier la perception - majoritairement négative - du gouvernement Netanyahu.

L'élection d'une majorité extrémiste révèle crûment le tropisme « pied-noir » prégnant chez les Israéliens. Le gouvernement formé par Benjamin Netanyahu associe le « travailliste » Barak et le partisan le plus décomplexé de l'apartheid sioniste, promu à la tête de la diplomatie israélienne.

Pour ceux qui en doutaient encore, le message est clair : les différences idéologiques ne signifient plus grand-chose au regard de la cause sioniste dans sa déclinaison la plus maximaliste. Le Premier ministre israélien refuse même l'idée d'un Etat palestinien réduit à une peau de chagrin. Son ministre des Affaires étrangères préconise tout simplement l'expulsion des Arabes israéliens pour créer un Etat ethniquement homogène.

Ces personnages sont pourtant reçus en grande pompe et reconnus comme des interlocuteurs responsables par des Occidentaux qui portent le fardeau écrasant d'une culpabilité sélective. Les dirigeants israéliens, confrontés à l'accusation étayée par un rapport des Nations unies de crime de guerre, ont donc choisi d'utiliser l'écran de fumée iranien pour se camoufler et faire diversion.

Le problème est que cette tentative grossière de manipulation des consciences n'est pas contrée à voix haute et intelligible par les responsables politiques officiels du monde arabe. A l'inverse, certains oeuvrent à accréditer la thèse fumeuse de la « menace » iranienne et réservent leurs critiques au Hezbollah ou au Hamas. Le silence des régimes arabes est une désertion sans honneur. Il encourage les plus radicaux des partisans d'Israël, à l'instar du « démocrate » John Kerry, à exiger que les Arabes normalisent complètement leurs relations avec l'Etat colonial « en levant leurs embargos et en autorisant les survols de leurs territoires par les avions israéliens ». On attend toujours qu'une voix arabe exprime son indignation.

Qu'attendent donc les Etats arabes pour signifier que leur plan de paix, regardé avec mépris par Israël, n'est plus sur la table ?

Leur attitude timorée face à l'arrogance d'Israël et la duplicité des Occidentaux ne sont en tout cas guère compréhensibles. Les opinions arabes, elles, ne sont pas dupes sur les diversions destinées à faire de l'Iran un problème primordial, justifiant un abandon sans gloire des Palestiniens.

[http://www.algeria-watch.de/fr/article/pol/liban/ecran\\_fumee.htm](http://www.algeria-watch.de/fr/article/pol/liban/ecran_fumee.htm)

---

## 1-11 Hasan Abu Nimah : Faillite morale de Ban Ki-moon.

Ban Ki Moon donne une conférence de presse devant les locaux bombardés des Nations Unies à Gaza.

Pour lui, les Palestiniens n'existent pas réellement... Et si jamais c'est le cas, ils sont dépourvus du moindre droit - Ban Ki-Moon a trouvé l'attaque israélienne sur Gaza parfaitement acceptable, et il était uniquement en désaccord avec le tonnage des explosifs qui devaient être lâchés par les avions israéliens, écrit Hasan Abu Nimah.

En fin de semaine dernière, selon le site Web de la BBC en langue arabe, un rapport a été soumis à Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations Unies, sur l'ampleur des destructions infligées par Israël à des installations des Nations Unies à Gaza. Il a été également fait mention [de ce rapport] dans un bulletin d'informations de la BBC le 1er mai, mais je n'ai pu nulle part ailleurs trouver trace de cette nouvelle.

La brève information disait que le rapport des Nations Unies contenait une information secrète communiquée par Israël au sujet d'un incident dans lequel plus de 40 civils avaient été massacrés lorsque des obus israéliennes sont tombées « à l'extérieur » d'une école de l'ONU où de nombreux Palestiniens s'étaient mis à l'abri.

Le secrétaire général est maintenant censé étudier quelle part d'information il peut livrer sans dévoiler celle fournie par Israël, ajoute la dépêche, disant aussi que le rapport des Nations Unies arrivait à la conclusion que les combattants du Hamas n'étaient pas à l'intérieur des bâtiments de l'ONU mais à proximité.

Faisant ses observations sur le rapport, la BBC dit avoir été informée par une source diplomatique que les Etats-Unis avaient demandé au bureau de Ban Ki Moon que le rapport ne soit pas entièrement publié à cause des dommages que cela pourrait causer aux pourparlers pour la paix au Moyen-Orient, en d'autres termes (de fait) à Israël.

La question ici n'est ni d'émettre un jugement prématuré sur un rapport non publié — en dépit des contradictions évidentes dans le fait de bombarder « à l'extérieur » une installation de l'ONU qui a été dans tous les cas sévèrement endommagée — ni de prévoir quelle portion du rapport le secrétaire général décidera finalement de publier.

(Pendant que cet article était préparé pour être publié, des détails au sujet du rapport des enquêteurs de l'ONU ont été livrés. L'enquête, menée par Ian Martin, ancien directeur d'Amnesty International, accuse Israël de ne pas avoir protégé les infrastructures de l'ONU ni les civils, écarte comme « fausses » les affirmations israéliennes selon lesquelles les combattants du Hamas tiraient depuis les bâtiments des Nations Unies, tient Israël responsable des tous les morts et blessés dans six incidents sur neuf, et réclame une nouvelle enquête sur de possibles crimes de guerre. Ban a rejeté les appels à poursuivre l'enquête, mais il a invité Israël à verser 11 millions de dollars en réparation des dommages causés à l'ONU.)

Nous ne pouvons pas plus oublier les jours sombres où Israël massacrait les innocents habitants de Gaza tandis que le monde restait les bras croisés, que nous ne pouvons blâmer le Hamas — lequel avait scrupuleusement observé un cessez-le-feu négocié jusqu'à ce qu'Israël l'ait rompu — d'avoir provoqué l'apocalypse.

Alors que la poussière des bombardements israéliens commençait à s'estomper, Ban a décidé de visiter Gaza.

Cela a levé des espoirs que les Nations Unies se soient finalement décidées à agir avec courage et responsabilité. Gaza avait été interdit aux personnalités internationales parce que soit-disant une organisation terroriste politiquement contagieuse avait pris le contrôle des lieux, et que personne n'était censée risquer un contact avec ce mouvement, même si d'impérieuses considérations humanitaires l'exigeaient. Bien, le secrétaire général avait donc décidé le 20 janvier de défier la norme et d'aller à Gaza. Mais son courage s'est arrêté là. Son convoi hautement protégé l'a emmené directement au complexe, encore fumant, de l'agence de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) dont les entrepôts de nourriture et de carburant ont été détruits ainsi que leur contenu par les attaques israéliennes.

Il a dû remarquer que cette destruction massive ne pouvait être le résultat « d'un bombardement à l'extérieur » des installations. « Je suis simplement consterné, » a-t-il dit, « on sent toujours l'odeur de ce bombardement. Cela brûle encore.

C'est une attaque indigne et totalement inacceptable contre les Nations Unies. »

Cette bouffée de colère s'est cependant limitée aux installations de l'ONU. Il s'est exprimé comme si le reste de Gaza — où plus de 7000 personnes sont ou mortes ou blessées et où des milliers de maisons, des écoles, des mosquées, des universités, des commissariats de police et des bâtiments du gouvernement ont été détruits — n'avait jamais existé, ou ne faisait pas partie des soucis des Nations Unies.

Ne quittant pas son convoi, il n'a pas pris la peine de s'arrêter et de parler à aucune des victimes d'Israël - ni avec les familles qui avaient juste retiré des décombres les restes de leurs proches, ni avec les personnes horriblement blessées et soignées dans les hôpitaux débordés de Gaza. C'est justement pour les aider, eux les réfugiés Palestiniens, que l'ONU est à Gaza, mais il n'y avait semble-t-il pas de temps pour eux.

Ban a aussi indiqué qu'il avait « condamné dès le début de ce conflit l'usage d'une force excessive par les forces israéliennes dans Gaza, » et il avait ajouté : « je considère les attaques de fusées en direction d'Israël comme complètement inacceptables. » Il a également dit qu'il expédierait une équipe, conduite par le coordonnateur spécial des Nations Unies, pour évaluer les besoins humanitaires.

Ce qu'il disait en réalité est qu'il avait trouvé l'attaque israélienne sur Gaza parfaitement acceptable, mais qu'il était uniquement en désaccord avec le tonnage des explosifs qui devraient être lâchés par les avions israéliens. Il devrait donc spécifier exactement combien d'enfants morts, combien de maisons démolies, combien de victimes de brûlures, combien de mosquées détruites il tolérerait comme non « excessif ». La moitié du nombre de tués et la moitié des dommages infligés seraient-elle raisonnablement non-excessives, ou peut-être un tiers ? Il serait utile que les deux côtés le sachent de sorte que les Israéliens limitent leur massacre à la quote-part spécifiée par les Nations-Unies, et les Gazans sauraient combien des leurs il leur faudra sacrifier pour atteindre le seuil sacré des massacres sanctionnés par l'ONU.

Pour Ban, donc, le bombardement israélien a du bon — bien qu'il voudrait peut-être le voir un peu moins lourd. Mais, en accord avec ses patrons politiques, il considère que les Palestiniens ne disposent d'aucun droit à n'importe quelle forme d'autodéfense, avec quelque moyen qu'ils aient à leur disposition, contre l'occupation israélienne, les constantes agressions et le mortel blocus israélien internationalement approuvé.

Afin de maintenir cette fiction d'un équilibre entre l'agresseur et la victime, il aurait dû être interdit de visiter la colonie israélienne de Sderot. Quand il a patiemment inspecté les traces laissées par les fusées du Hamas, lesquelles ont tué en tout et pour tout trois Israéliens [dont un arabe israélien - N.d.T], il a énoncé, « les fusées sont des armes aveugles, et les attaques du Hamas sont des violations de la plus élémentaire loi humanitaire. » C'est le même Ban qui n'a pas une seule fois par le passé invoqué cette loi face aux violations massives et permanentes de la part d'Israël.

Il est également connu que les fusées tirées par les organisations de la résistance palestinienne ne sont pas tant « aveugles » que non-guidées. Il n'y a aucune raison de croire que si les Palestiniens avaient accès aux systèmes de guidage fournis à Israël par les Etats-Unis, ils ne viseraient pas les bases militaires israéliennes (ils l'ont en effet tenté bien que la censure militaire israélienne n'ait pas autorisé de reportages sur les frappes sur ses installations militaires).

Les bombardements israéliens quant à eux, et cela Ban ne l'a pas noté, sont parfaitement ciblés : ils prennent délibérément pour cibles des maisons et installations civiles.

Dans Sderot, Ban a aussi recommandé à Israël de cesser son blocus qui paralyse Gaza, non parce que le blocus est inhumain et injuste, une violation flagrante du droit international et des conventions de Genève. Il s'est inquiété seulement que le blocus ne renforce le Hamas ; autrement dit, ce serait sinon parfait, comme le serait une dose un peu moindre de bombardements.

Ban aurait dû inspecté les destructions dans Gaza, et rendu visite et passé du temps avec les victimes palestiniennes d'Israël avant de mettre les pieds dans n'importe quelle installation des Nations Unies. Mais il semble qu'il ait vraiment voulu éviter cela dans le but d'envoyer un signal selon lequel il ne montrait aucune sympathie pour les « terroristes » ou aux personnes accusées de les aider, afin de ne pas risquer d'être critiqué par Israël et à son cœur d'inconditionnels. Il a certainement médité l'exemple du rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme, le professeur émérite et expert en droit international, Richard Falk de Princeton, qui a été expulsé et diffamé par Israël et le gouvernement des États-Unis pour avoir avec loyauté et sincérité rempli son mandat.

Mais ce n'est jamais qu'un des nombreux et tristes exemples de la façon dont les principaux responsables des Nations Unies ont trahi et failli dans leur mission. L'ONU n'existe pas pour protéger seulement son personnel et ses installations. Le drapeau des Nations Unies devrait à lui seul accorder ce genre de protection — une immunité qu'aucun état n'oserait violer sans crainte des conséquences.

Mais Israël a attaqué à plusieurs reprises des installations, des écoles, des forces de maintien de la paix et le personnel de l'ONU en Palestine et au Liban. Ceci en pleine connaissance de cause, sachant que c'est lui et non pas l'ONU qui bénéficie de l'immunité pour ses actes. La prochaine fois qu'Israël attaquera un service des Nations Unies, une partie de la responsabilité en incombera à ceux qui n'ont pas su agir correctement aujourd'hui.

Hasan Abu Nimah - The Electronic Intifada

6 mai 2009

Vous pouvez consulter cet article à : <http://electronicintifada.net/v2/ar...>

Traduction de l'anglais : Claude Zurbach

<http://www.info-palestine.net/>

---

## 2 Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 -Washington propose un nouveau plan de paix au Proche-Orient

Les Etats-Unis prônent un plan de paix au Proche-Orient prévoyant "une solution à 57 Etats" par laquelle la totalité du monde arabe reconnaîtrait Israël, annonce le roi Abdallah de Jordanie dans le Times de lundi.

Selon le quotidien britannique, ce plan a été mis au point avec Barack Obama lors de la visite du souverain hachémite à Washington en avril.

Les détails seront sans doute mis au point lors d'une série d'événements diplomatiques ce mois-ci, notamment lors de la rencontre entre le président américain et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Washington la semaine prochaine.

Par exemple, en échange du gel par Israël des colonies juives en Cisjordanie, les Etats arabes pourraient autoriser, entre autres gestes, le survol de l'espace aérien arabe par la compagnie israélienne El Al et l'octroi de visas aux Israéliens.

"Nous offrons à un tiers du monde de le rencontrer à bras ouverts", déclare le roi Abdallah. "L'avenir n'est pas le Jourdain ni le Golan ni le Sinaï; l'avenir est le Maroc sur l'Atlantique et l'Indonésie sur le Pacifique. C'est le prix."

"Si nous retardons nos négociations de paix, il y aura un autre conflit entre Arabes ou musulmans et Israël dans les 12 à 18 mois", prévient le roi.

"Ce dont nous parlons n'est pas des Israéliens et des Palestiniens assis à une table, mais des Israéliens assis avec les Palestiniens, des Israéliens assis avec les Syriens, des Israéliens assis avec les Libanais", ajoute-t-il.

Les Palestiniens tentent d'arracher à Israël la création d'un Etat, la Syrie veut récupérer le plateau du Golan, confisqué par Israël lors de la guerre des Six-jours en 1967. Israël et le Hezbollah libanais se sont fait la guerre au Liban en 2006.

"Je pense que nous allons devoir faire beaucoup de navette diplomatique, faire s'asseoir les gens à une table dans les deux prochains mois pour trouver une solution", déclare le roi Abdallah.

Selon le Times, après la rencontre Obama-Netanyahu à Washington le 18 mai, l'initiative de paix pourrait être au centre du grand discours au monde musulman que le président américain doit prononcer en Egypte le 4 juin.

Pour le roi de Jordanie, "le point critique sera ce qui sortira de la rencontre Obama-Netanyahu".

"Si Israël temporise sur la solution à deux Etats ou s'il n'y a pas de vision américaine claire de la façon dont cela va se jouer en 2009, alors la crédibilité énorme d'Obama dans le monde et dans cette région se volatiliserait du jour au lendemain si rien ne sort en mai", déclare le roi Abdallah.

Selon un sondage Ifop, Barack Obama bénéficie d'un a priori favorable des citoyens des pays tels que l'Arabie saoudite, le Koweït, le Liban, l'Egypte et la Jordanie.

Le gouvernement Obama est favorable à la création d'un Etat palestinien comme solution du conflit au Proche-Orient. Mais depuis sa prise de fonctions le 31 mars, Benjamin Netanyahu n'a jamais abordé de manière spécifique la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Les principaux partenaires de sa coalition, l'extrême-droite du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman et les ultra-orthodoxes, sont opposés à des négociations sur les points dits centraux, c'est-à-dire les frontières du futur Etat palestinien, le sort de Jérusalem et la question des réfugiés palestiniens.

Le Likoud, le parti de Benjamin Netanyahu, s'était montré très critique après la décision de son prédécesseur Ehud Olmert de relancer les discussions sur les sujets centraux lors d'une conférence de paix à Annapolis, dans le Maryland, en novembre 2007.

Les discussions se sont enlisées l'an dernier puis ont été rompues après la guerre lancée par Israël dans la bande de Gaza fin décembre.

( Lundi, 11 mai 2009 - Avec les agences de presse )

<http://www.aloufok.net/spip.php?article499>

---

### 2-2 Morsi Attalla : Le nouveau rôle américain.

Nous nous trouvons au seuil d'une nouvelle étape où les peuples du Moyen-Orient aspirent à un rôle américain effectif qui contribuerait à instaurer le rêve de la paix juste et globale en Palestine. Cependant, une question

s'impose : le président Obama est-il capable de relancer le processus de paix et de transformer les promesses de la création de deux Etats en un véritable plan d'action ?

Ou bien ces promesses sont-elles de simples tentatives de gagner du temps comme beaucoup le croient ?

Pour répondre à ces questions, je suis revenu à un livre important publié en 1995 sous le mandat du président Bill Clinton intitulé La Duperie organisée pour affronter la réalité des relations américano-israéliennes, rédigé par le célèbre penseur et politicien Paul Findley. Ce livre a soulevé un tollé lors de sa parution à cause de la campagne acharnée lancée contre l'auteur par le lobby sioniste à tel point qu'ils ont failli l'accuser d'antisémitisme. Chaque ligne dans ce livre est parfaitement conforme à la réalité actuelle avec toutes ses données !

Paul Findley explique amplement la difficulté de parvenir à une paix juste et permanente au Moyen-Orient tant que persiste la partialité américaine aveugle pour Israël non seulement au niveau de l'Administration américaine, mais aussi au niveau des médias sous toutes ses formes. En effet, à cause de l'emprise du lobby sioniste sur les médias, ceux-ci évitent d'aborder le sujet du Moyen-Orient et de l'exposer à l'opinion publique américaine avec toutes ses réalités juridiques et historiques. Ils évitent aussi de dévoiler les prétentions israéliennes. Paul Findley dévoile avec une audace remarquable la politique de deux poids, deux mesures adoptée par les Etats-Unis. C'est ainsi qu'il montre comment les Etats-Unis soulèvent un tollé autour des armes de destruction massive dans des pays comme l'Iraq, l'Iran et la Corée du Nord alors qu'ils ne font aucune allusion de loin ou de près à l'énorme arsenal nucléaire israélien. Alors que ce dernier représente un véritable obstacle face à la possibilité de parvenir à un règlement politique, car la région toute entière est à la merci de la menace nucléaire israélienne.

Malheureusement, Israël est parvenu, avec le consentement ou le silence des Etats-Unis, à briser les accords d'Oslo et la référence de Madrid et à les transformer en contraintes, lesquelles paralysent le mouvement des Palestiniens et déchirent les territoires occupés à cause de l'expansion permanente dans la construction d'entités coloniales colossales qui ne permettent nullement de parvenir à un Etat palestinien viable.

Pour justifier ses craintes de l'évaporation des promesses américaines autour de la réalisation du rêve de la paix au Moyen-Orient, le penseur et politicien américain Paul Findley a rapporté plusieurs faits. Il a déclaré que bien que l'encre de la signature de l'accord de paix entre les Palestiniens et les Israéliens n'ait pas encore séché après la rencontre historique à la Maison Blanche de Arafat et Rabin sous le parrainage de Clinton en l'automne 1995, Israël, en comptant sur le silence américain proche de l'implication, a commencé à appliquer des mesures sévères contre les Palestiniens. Ces dernières ont fait que les Palestiniens vivent dans un isolement total comme s'ils étaient des pestiférés. Un journaliste américain a même indiqué que la situation des Palestiniens vivant à Gaza et Jéricho était pire que celle des habitants de l'Afrique du Sud avant l'abolition de l'apartheid.

L'auteur s'interroge sur le silence américain envers les violations israéliennes flagrantes et comment ce silence se contredit avec ses prétentions de vouloir réaliser une solution politique juste et globale.

Il fait allusion aux colonies construites par Israël dans les territoires palestiniens occupés qui représentent la principale entrave sur la voie de la paix. Il montre comment les Etats-Unis n'ont adopté aucune position tranchante envers ce sujet bien qu'ils aient reconnu que ces colonies constituent une violation de la charte des Nations-Unies et des accords de Genève.

Je ne veux pas présenter un livre qui a paru il y a 14 ans bien que je ressente qu'il parle de l'actualité : la partialité américaine et l'intransigeance israélienne qui ne prédisent nullement la paix. Je voudrais seulement montrer qu'il existe des voix à l'intérieur des Etats-Unis capables d'être impartiales en abordant le sujet du Moyen-Orient après l'accession au pouvoir de Barack Obama. Ceci peut donner l'espoir en un changement positif dans la politique américaine capable de réaliser une solution historique grâce à laquelle les Etats-Unis retrouveraient une partie de leur crédibilité éparpillée dans les pays arabes au cours des dernières années.

Morsi Attalla

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/4/22/opin3.htm>

---

## 2-3 Israël persiste dans le nucléaire.

Pour le quotidien israélien Yédiot Aharonot, les Etats-Unis "ont largué une bombe.

Pour la première fois, un responsable officiel américain a fait explicitement référence à la capacité nucléaire d'Israël".

Israël a rejeté mercredi l'appel lancé par une responsable américaine à adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), jugeant cet accord "inefficace".

L'adhésion universelle au TNP est l'objectif des USA

Rose Gottemoeller, qui représente les Etats-Unis à une session préparatoire d'une conférence mondiale sur le TNP prévue en mai 2010 à New York, a affirmé mardi qu'une "adhésion universelle au TNP - y compris par l'Inde, Israël, le Pakistan et la Corée du Nord - demeure un objectif fondamental des Etats-Unis".

Le TNP compte 189 pays signataires. Israël, qui est considéré comme une puissance atomique, n'en fait pas partie. L'Inde et le Pakistan, qui sont dotés de l'arme atomique, ne l'ont pas signé non plus. Quant à la Corée du Nord, elle a quitté le traité en 2003. Selon le responsable israélien, les déclarations de Mme Gottemoeller américaine "ne constituent pas pour le moment de changement de la politique de Washington".

Israël s'inquiète

L'ex-chef de cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon, Dov Weisglass, a cependant exprimé son inquiétude. "Si ces propos reflètent un début de changement de la politique américaine sur ce dossier, cela constitue peut-être le développement le plus inquiétant que l'on puisse imaginer pour Israël depuis des années", a-t-il affirmé à la radio militaire.

Pour le quotidien israélien *Yédiot Aharonot*, les Etats-Unis "ont largué une bombe. Pour la première fois, un responsable officiel américain a fait explicitement référence à la capacité nucléaire d'Israël". Le groupe britannique d'informations spécialisées Jane's estime "entre 200 et 300" le nombre de têtes nucléaires détenues par l'Etat hébreu. Suivant une doctrine dite de l'ambiguïté délibérée, Israël n'a jamais confirmé ni démenti cette capacité.

Sources [7/7](#)

<http://palestine.over-blog.net/article-31125295.html>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19